

Étude de cas 4

La tarification du carbone n'est pas, pour le Canada, un bon moyen de lutter contre les changements climatiques.

Cet exercice a été mis à jour le 21/05/2026.

Contexte

Le système fédéral de tarification du carbone, connu sous le nom de « taxe carbone », a suscité de vifs débats à son adoption en 2018. Mais qu'est-ce que c'est exactement?

La tarification du carbone est une mesure de protection de l'environnement qui consiste à mettre un prix sur la pollution. Son objectif est de décourager l'achat et l'utilisation de produits à forte empreinte carbone, comme l'essence. Pour ce faire, le gouvernement fixe un prix qui doit être payé pour chaque tonne de carbone émise.

Il existe différentes formes de tarification du carbone :

- La taxe sur les combustibles (ou taxe des consommateurs) : consiste à ajouter un coût supplémentaire à l'achat de combustibles fossiles, comme l'essence, le diesel, le propane et le gaz naturel, en fonction de leur impact sur le climat. L'objectif est d'inciter les consommateurs à réduire leur utilisation.
- La tarification industrielle (ou marché du carbone) : consiste à obliger les grandes entreprises à payer pour leurs émissions de gaz à effets de serre en fixant des limites d'émissions. Les entreprises qui dépassent leur quota doivent acheter des droits d'émission supplémentaires, tandis que celles qui polluent moins peuvent en vendre. L'objectif est d'encourager les industries à réduire leur impact environnemental.
- La taxe à la frontière : consiste à imposer des frais supplémentaires sur les importations en provenance de pays aux politiques environnementales moins exigeantes. L'objectif est de protéger les entreprises locales qui, elles, doivent respecter des normes élevées en matière d'émissions de CO₂.

C'est la taxe sur les combustibles qui affecte plus directement les Canadiennes et Canadiens, en faisant augmenter le prix de ces combustibles. La tarification industrielle, quant à elle, a également un impact *indirect* sur les consommatrices et les consommateurs : afin de compenser le coût de la taxe carbone qu'elles doivent payer, les entreprises augmentent le prix de leurs biens et de leurs services. En effet, en 2024, [Statistique Canada estimait que la tarification du carbone avait augmenté le prix des aliments d'environ 0,3 % depuis son entrée en vigueur en 2019.](#)

En augmentant le coût de certains produits polluants et en tenant les industries responsables de leurs émissions, le gouvernement souhaite encourager les gens et les entreprises à adopter des comportements et des modes de production plus respectueux de l'environnement.

Pour atténuer l'impact financier sur les ménages, le système fédéral de tarification du carbone redistribuait aux ménages une grande partie (90 %) de l'argent récolté grâce à la taxe carbone,

sous forme de Remise canadienne sur le carbone (RCC). Cette remise, non imposable, était versée à tous les citoyens et citoyennes et son montant variait selon la province, la taille du ménage et le lieu de résidence (rural ou urbain). La remise ne tenait pas compte de la consommation de carburant, donc les personnes qui polluaient moins, comme celles vivant en ville, utilisant les transports en commun et un chauffage électrique, gagnaient plus en RCC qu'elles ne payaient en taxe carbone.

Selon le directeur parlementaire du budget, en 2024, [8 ménages sur 10 recevaient plus de remises qu'ils ne paient en taxe carbone](#). Toutefois, il souligne aussi que la tarification du carbone a un effet global sur l'économie, notamment sur les activités économiques et sur l'emploi. À long terme, cet effet pourrait annuler le gain des remises pour la plupart des ménages.

À l'entrée en vigueur du système fédéral, les Territoires du Nord-Ouest (depuis 2019), la Colombie-Britannique (depuis 2008) et le Québec (depuis 2013) avaient déjà mis en place leur propre système de tarification du carbone. Ils n'étaient donc pas soumis à la taxe fédérale. En revanche, les provinces et territoires sans système en place ont dû adopter celui du gouvernement fédéral en 2019. Depuis, plusieurs premières et premiers ministres ont milité contre la taxe fédérale, [qui a été officiellement supprimée en avril 2025](#). Aujourd'hui, seules la taxe carbone du Québec et la taxe carbone pour les industries subsistent.

Certaines personnes croient « que le jeu n'en vaut pas la chandelle », c'est-à-dire que l'impact environnemental de la taxe carbone est trop faible pour justifier son impact sur le coût de la vie, dans un contexte de crise du coût de la vie au Canada. D'autres, en revanche, considèrent la taxe carbone comme un levier essentiel dans la lutte contre la crise climatique et que ses impacts financiers peuvent être compensés par les remises versées aux ménages.

Des alternatives à la taxe carbone ont été proposées, comme la suppression de la tarification sur les combustibles tout en maintenant celle sur les industries. Cependant, il reste incertain quelle politique pourrait remplacer la taxe carbone si elle venait à être abandonnée.

Pour en savoir plus

- [Encyclopédie canadienne | Tarification du carbone au Canada](#)
- [Radio-Canada | La taxe carbone, comment ça marche?](#)
- [Pivot | La taxe carbone, c'est quoi au juste ?](#)
- [Radio-Canada | C'est quoi, la taxe carbone des industries?](#)
- [La Presse | Ce qu'il faut savoir sur la hausse de la « taxe carbone » au pays](#)
- [Radio-Canada | Analyse : La très mal-aimée taxe carbone](#)

Le savais-tu?

Certains combustibles sont plus polluants que d'autres. Par exemple, un litre de diesel produit plus de dioxyde de carbone qu'un litre d'essence. La tarification du carbone prévoit donc une taxe plus élevée sur les carburants les plus dommageables pour le climat.

Le Québec possède son propre système de tarification (un marché du carbone). Les revenus générés sont directement dans la lutte contre les changements climatiques via le Fonds d'action québécois pour le développement durable.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, même si le Québec est la seule province à appliquer une tarification du carbone, cela ne signifie pas que l'essence y est plus chère. En réalité, dans les autres provinces, les taxes provinciales sur l'essence sont souvent plus élevées pour compenser la perte de revenus liée à l'absence de tarification du carbone ou pour financer d'autres programmes publics.

Coup d'œil international

Le 12 décembre 2015, 196 pays, dont le Canada, signaient l'[Accord de Paris sur le climat](#), une entente internationale sur la lutte contre le réchauffement climatique. Par cet accord, ils se sont engagés à agir concrètement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 et limiter ainsi la hausse des températures.

Pour respecter leur engagement, certains pays, dont la Suède, la Suisse et la France, ont mis en place une taxe carbone pour inciter les entreprises et les ménages à polluer moins. D'autres ont choisi d'investir dans les énergies renouvelables (solaire, éolien, hydroélectricité) et/ou d'électrifier les transports. Enfin, certains ont même interdit progressivement les combustibles fossiles ou la vente de véhicules à essence.

En accord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que la tarification du carbone n'est pas un bon moyen pour le Canada de faire face aux changements climatiques.

Un impact disproportionné sur la population par rapport aux industries

Certaines personnes estiment que la taxe carbone affecte de manière disproportionnée les gens par rapport aux industries, alors que ce sont ces dernières qui polluent le plus. Notamment, en 2024, les secteurs de l'exploitation pétrolière et gazière et des transports étaient les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, avec respectivement 30 % et 22 % des émissions totales. Pour réduire efficacement les émissions du Canada, il faudrait cibler les principaux pollueurs. C'est pourquoi certains politiciennes et politiciens proposent de supprimer la taxe sur les combustibles fossiles pour les particuliers et de ne la conserver que pour les industries.

Un impact sur le coût de la vie au jour le jour

Même si elle est compensée par des remises comme la Remise canadienne sur le carbone (RCC), la tarification du carbone a un impact direct sur le budget des ménages au quotidien. En effet, les systèmes de remises, comme la RCC versée tous les trois mois, obligent les familles à avancer le coût de la taxe sur leurs achats au quotidien (essence, nourriture, vêtements, etc.). Selon Statistique Canada (2025), le transport et l'alimentation représentent plus de 30 % des dépenses des ménages canadiens, deux catégories où les prix sont touchés par la tarification du carbone. Dans un contexte de crise du coût de la vie, cette façon de lutter contre les GES peut peser lourdement sur le portefeuille des Canadiennes et Canadiens.

Un impact inégal par rapport aux autres pays

La tarification du carbone est l'une des mesures adoptées par le Canada pour réduire ses émissions de gaz à effets de serre et respecter ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris. Cependant, certaines personnes estiment qu'il est injuste de la part du gouvernement canadien de faire payer à ses citoyennes et citoyens le prix de la pollution, alors que d'autres pays, comme les États-Unis ou la Chine, polluent bien davantage. L'impact de cette tarification sur le climat est minime comparé à l'ampleur de la pollution générée par ces grands émetteurs. Pour lutter efficacement contre les changements climatiques, le Canada devrait plutôt promouvoir des mesures mondiales plus contraignantes, plutôt que de faire porter le fardeau financier à ses citoyennes et citoyens.

Une « demi-mesure »

Certaines personnes estiment que la taxe carbone ne va pas assez loin pour transformer les comportements des Canadiennes et Canadiens. Augmenter le prix des produits polluants, ou exiger que les industries paient une partie de leurs émissions de gaz à effet de serre, ne sera pas suffisant pour que de réels changements s'opèrent dans les habitudes de vie. En effet, malgré la hausse du prix de l'essence dans les dernières années, la voiture à essence reste le moyen de transport le plus populaire au pays. Quant aux industries, même soumises à la taxe ([dont l'impact économique sur les entreprises peut être minime](#)), elles peuvent facilement répercuter une partie des coûts sur les consommateurs. La tarification du carbone n'est donc pas un incitatif suffisamment puissant pour réduire leurs émissions de manière significative. Aux yeux de certains, la tarification du carbone est donc une mesure peu efficace pour lutter concrètement contre les changements climatiques.

Pour en savoir plus

- [Radio-Canada | Les PM de l'Atlantique lancent une offensive contre la hausse de la taxe carbone](#)
- [La Presse | L'Alberta demande justice quant à des exemptions de la taxe sur le carbone](#)
- [L'Institut climatique du Canada | Nouvelle analyse : la tarification du carbone industriel ne coûtera qu'un Timbit par baril au secteur des sables bitumineux canadiens](#)
- [Radio-Canada | Zone Info - Marché du carbone : le Québec doit-il suspendre la taxe sur l'essence?](#)

Coup d'œil international

La Chine est [responsable d'environ 30 % des émissions mondiales de GES](#). Malgré ce bilan environnemental lourd, elle se positionne comme [le premier investisseur mondial dans les énergies renouvelables et propres](#), avec des efforts ciblant notamment les secteurs les plus polluants : production d'électricité, industries et transport. Cependant, le charbon reste la principale source d'énergie du pays, représentant 60 % de sa production d'électricité.

Les États-Unis, [deuxièmes plus gros émetteurs de GES](#) (environ 12 % des émissions mondiales), ont réussi à réduire leurs émissions [de plus ou moins 10 % depuis 2007](#). Cependant, ils restent le premier producteur mondial de pétrole et de gaz, et les énergies fossiles couvrent encore plus de 75 % de leur consommation énergétique.

Au Brésil, [septième plus gros émetteurs de GES](#), [plus de 80 % de la production d'électricité provient de sources vertes](#) (solaire, éolienne ou hydraulique). Toutefois, la déforestation massive pour le secteur agricole génère d'importantes émissions.

En désaccord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que la tarification du carbone est un bon moyen pour le Canada de faire face aux changements climatiques.

Des effets observables

La taxe carbone est une politique dont les effets se mesurent à long terme : changer les habitudes de vie prend du temps. [Des données du gouvernement](#) indiquent que la tarification du carbone a contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 25 millions de tonnes en 2023, et suggèrent que la taxe carbone permettra de réduire les émissions de 12 % par an d'ici 2030. Même si ses effets complets se révéleront pleinement dans les années à venir, on mesure déjà ses effets positifs.

Une approche réaliste

Alors que certaines personnes estiment que la taxe carbone ne va pas assez loin pour avoir de réels impacts, d'autres sont d'avis qu'elle permet au moins d'avancer dans la bonne direction. Son adoption marque un compromis politique nécessaire, car une politique plus contraignante n'aurait peut-être même pas pu être adoptée sans forte résistance. Cette taxe permet déjà d'influencer les comportements en rendant les énergies fossiles moins attractives, tout en générant des recettes pour financer la transition écologique. Elle constitue donc un levier, quoiqu'imparfait, pour accélérer la transition.

La crise climatique exige des sacrifices

Même si la tarification du carbone a un certain impact sur les ménages canadiens et sur l'économie du pays, plusieurs personnes estiment que [les coûts de la crise climatique seront bien plus élevés si l'on ne fait rien](#). Les feux de forêt, les inondations, l'érosion des sols, les sécheresses et les vagues de chaleur sont des conséquences du réchauffement climatique qui se font déjà ressentir et dont les effets engendreront d'importants impacts économiques si nous n'intervenons pas pour les réduire. Peu importe la stratégie employée, s'attaquer aux changements climatiques aura nécessairement un impact économique : protéger l'environnement est à bien des égards incompatible avec nos modes de production actuels. Le prix de la tarification du carbone est un investissement minimal comparé aux dégâts catastrophiques que provoquerait l'inaction.

Un outil commercial

Alors que certains pays comme la Chine ou les États-Unis adoptent des politiques climatiques peu contraignantes, d'autres, dont l'Union européenne, misent sur des mesures ambitieuses, comme le [mécanisme d'ajustement carbone aux frontières](#), par exemple. Cette mesure impose un prix sur les biens importés en fonction de leur empreinte carbone dans l'objectif d'encourager les partenaires commerciaux à adopter des normes environnementales plus strictes. Pour le Canada, qui cherche à diversifier ses marchés, un système de tarification du carbone solide pourrait devenir un atout stratégique. Au contraire, un assouplissement des politiques climatiques pourrait fermer les portes de certains marchés.

Pour en savoir plus

- [La Presse | Une taxe carbone 10 fois plus élevée en 2030, recommande un groupe de recherche](#)
- [Radio-Canada | Tarification carbone : 165 professeurs d'économie canadiens plaident en sa faveur](#)
- [Radio-Canada | D'abord l'info : Faut-il abandonner la tarification carbone ?](#)
- [Roulez électrique | Comprenez-vous le pourquoi de notre taxe carbone ?](#)
- [Pivot | Lutte aux changements climatiques : le Canada s'éloigne de ses cibles](#)
- [L'Institut climatique du Canada | Nouvelle analyse : la tarification du carbone industriel ne coûtera qu'un Timbit par baril au secteur des sables bitumineux canadiens](#)

Le savais-tu?

Alors que la taxe carbone était encore en vigueur au Canada, le PIB canadien a continué de progresser, démontrant qu'il est possible de protéger l'environnement tout en soutenant l'économie.